



MARCHE N°2023-062

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION
D'UN BATIMENT MODULAIRE DE 4 VESTIAIRES COLLECTIFS
POUR LES TERRAINS DE RUGBY RENOVES
DE LA PLAINE DE ROCQUENCOURT**

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**

Procédure de consultation : Procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique

Sommaire

Article 1.	Contexte et objet du marché – dispositions générales	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Contexte de l'opération	3
1.3	Intervenants dans l'opération	3
1.4	Allotissement	4
1.5	Forme et montant du marché	4
1.6	Prestation supplémentaire eventuelle	4
1.7	Variantes	4
1.8	Réalisation de prestations similaires	5
Article 2.	Documents contractuels	5
Article 3.	Précisions sur les specifications techniques	6
Article 4.	Clause d'insertion	6
Article 5.	Délai d'exécution - Pénalités.....	8
5.1	Délai d'exécution des travaux – période de préparation	8
5.2	Prolongation du délai d'exécution	9
5.3	Pénalités	9
5.4	Défaillance du titulaire	11
Article 6.	Prix du marché	11
6.1	Répartition des paiements	11
6.2	Contenu des prix	11
6.3	Variations des prix	11
6.4	Acomptes sur approvisionnements	11
6.5	Modalités de règlement et de financement	12
6.6	Formes particulières des projets de décomptes	13
6.7	Avance	14
Article 7.	Retenue de garantie	14
Article 8.	Contrôle et réception des travaux	14
8.1	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	14
8.2	Réception	14
8.3	Délais de garantie	15
Article 9.	Contraintes particulières.....	16
Article 10.	Assurance.....	16
Article 11.	Litiges	16
Article 12.	Dérogation aux documents généraux	17

Article 1. CONTEXTE ET OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet les travaux de construction d'un bâtiment modulaire de 4 vestiaires collectifs pour les terrains de rugby rénovés de la plaine de Rocquencourt.

Site de l'opération : Plaine de Rocquencourt - Avenue Jean Babin - 33600 PESSAC

Les travaux à exécuter sont détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot de l'opération.

1.2 CONTEXTE DE L'OPERATION

Suite au schéma directeur de réaménagement de Rocquencourt, les opérations retenues sont la rénovation de deux terrains de rugby, la construction du bâtiment SMART et celle des vestiaires de rugby.

1.3 INTERVENANTS DANS L'OPERATION

Maître d'Ouvrage	Université de Bordeaux 35, place Pey-Berland 33076 Bordeaux Cedex Représentée par son Président. <u>Interlocuteur du titulaire pendant l'exécution du marché :</u> <i>Université de Bordeaux – Pôle Patrimoine et Environnement (PP&E) – Direction de l'aménagement urbain – Mission opération campus</i> <i>Catherine BOURGOIS, Chargée de projet</i> <i>351 cours de la Libération - Bâtiment A32 - 33405 TALENCE Cedex</i> <i>Tel : 06 32 20 74 40</i>
Maître d'œuvre	Architecte mandataire GPAA 2 allée des hélices – 44200 NANTES Tél : 02 51 82 49 40
	BET STRUCTURE SERBA 1 rue Newton - 85300 CHALLANS Tél : 02 51 93 08 52
	BET FLUIDES KYPSELI 19 rue Sainte Radegonde - 85530 LA BRUFFIERE Tél : 02 51 07 51 70
	VRD OCE 23 place Galilée - 85300 CHALLANS Tél : 02 51 35 63 79

AMO	AM SPORT CONSEIL 127 rue Marcel Sembat - 33130 BEGLES Tél : 06 49 09 71 04
	FREELANCE ETUDES 23 quai de Paludate - 33800 BORDEAUX Tél : 05 57 95 99 99
Bureau de contrôle	APAVE ZI Avenue Gay Lussac - BP 3 - 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX Tél : 05 56 77 27 27
Coordinateur SPS	PRESENTS Les Bureaux du lac, Bâtiment E - 15 avenue de Chavailles - 33520 BRUGES Tél : 05 56 74 81 71
OPC	OTCE ORGANISATION 95 rue des Amidonniers - 31000 Toulouse Tél : 05 61 74 56 28

1.4 ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du CCP, le présent marché est alloti. Il comprend 2 lots, à savoir :

Lot n°01	VRD
Lot n°02	Modulaires

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter des offres pour un, ou la totalité des lots.

1.5 FORME ET MONTANT DU MARCHE

- Le lot 1 est un marché ordinaire, traité à prix forfaitaire.
- Le lot 2 est un marché à tranches, traitées à prix forfaitaire. Il comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle relative à l'habillage bois du bâtiment.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de 12 mois à compter de la date de notification du marché. La notification du marché ne vaut pas affermissement de la tranche optionnelle.

Chaque tranche est conclue pour montant forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

1.6 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

Sans objet

1.7 VARIANTES

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Une variante est obligatoire pour le lot 2 uniquement.

Au stade de l'offre, les candidats au lot 2 doivent répondre à une variante à l'offre de base consistant en la **mise en place de ballons d'eau chaude à la place de la pompe à chaleur**.

Cette variante est obligatoire et doit être chiffrée en sus de l'offre de base.

Si le pouvoir adjudicateur décide de retenir la variante du lot 2, ce choix interviendra au jour de la notification du marché.

Présentation des variantes et modalités de jugement des variantes

Pour les variantes, le candidat devra justifier dans son mémoire technique les avantages de chaque variante et son incidence financière sur le forfait. Les variantes et les offres de base sont jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et des mêmes modalités définies dans le présent règlement de la consultation. C'est l'offre qui est identifiée comme économiquement la plus avantageuse qui est retenue, qu'elle corresponde à une offre de base ou à une variante.

1.8 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du CCP, l'Université se réserve le droit de passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation de l'article 4.1 du CCAG Travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

Pièces contractuelles particulières :

- L'acte d'engagement, propre à chaque lot,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), annexe 1 à l'acte d'engagement, propre à chaque lot
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement relative à l'engagement en termes d'insertion professionnelle pour les lots 1 et 2.
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots.
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes,
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les ordres de services.

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG Travaux) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

Article 3. PRECISIONS SUR LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques peuvent faire mention d'un mode ou procédé de fabrication particulier ou d'une provenance ou origine déterminée, ou faire référence à une marque, à un brevet ou à un type.

Ces mentions ou références permettent une description précise et intelligible des matériaux mais ne doivent en aucun cas avoir pour effet de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits. Tous matériaux équivalents pourront être proposés et utilisés.

Article 4. CLAUSE D'INSERTION

L'Université de Bordeaux (donneur d'ordre) dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et suivants du CCP en incluant dans le présent CCAP une clause sociale d'insertion obligatoire dans l'exécution du marché.

Le volume d'heures d'insertion est précisé ci-dessous :

N° lot de l'opération	Intitulé du lot	Clause d'insertion sociale – annexe 2 à l'acte d'engagement
Lot n°01	VRD	115 heures
Lot n°02	Modulaires	73 heures

Pour la mise en œuvre et le suivi de la clause sociale, l'université de Bordeaux et l'attributaire s'appuient sur l'Assistant à la Maîtrise d'œuvre (AMO) Insertion, désigné « Facilitateur ».

Les coordonnées du facilitateur désigné pour ce marché sont :

P.L.I.E. Portes du Sud

7 avenue Jean Larrieu – 33170 GRADIGNAN

Marie-Pierre BROTHIER

Chargée de relations Entreprises et de la Clause Sociale

T. : 05.47.79.87.71 – P. : 06.47.31.92.76

Mail : marie-pierre.brothier@portesdusud.eu

Nota : le titulaire peut proposer de la réalisation de la clause d'insertion sur des tâches administratives.

Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Les statuts éligibles des personnes recrutées pour exécuter la clause d'insertion sont les suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrit au Pôle Emploi depuis plus de 12 mois en continue ou ayant été inscrit pendant 12 mois en cumulés au cours des 18 derniers mois, sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois, soit moins de 910h, dans les 12 derniers mois).
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits, les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA),
- Les publics reconnus travailleurs handicapés et demandeurs d'emploi, au sens de l'article L 5212- 13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi, ou les personnes prises en charge dans le secteur adapté : salariés des entreprises adaptées ou usagers des ESAT,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, avec une inscription d'au moins 6 mois à

Pôle Emploi et n'ayant pas travaillé en continue dans les 6 derniers mois.

- Les personnes prises en charges par les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail¹, les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), les personnes ayant le statut de réfugié, migrants et apatrides et suivies par une structure d'accompagnement,
- En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Les modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer de trois manières :

- ➔ 1ère solution : l'embauche directe (CDI, CDD ou CUI-CIE) des personnes en difficulté d'insertion,
- ➔ 2ème solution : le recours à la mise à disposition de personnel employé par un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), une Association Intermédiaire (AI) ou une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) en capacité de réaliser un accompagnement social,
- ➔ 3ème solution : la co-traitance ou sous-traitance avec une structure prestataire relevant de l'IAE telle qu'une Entreprise d'Insertion (EI) ou un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI).

Cette troisième solution implique pour l'attributaire de suivre les formalités prévues au marché pour l'agrément d'un sous-traitant lors de la réponse à l'appel d'offre ou en cours de marché. La cotraitance impose une réponse conjointe dès la réponse à l'appel d'offre, les attributaires étant alors co-responsables de la réalisation de la clause sociale mais pouvant s'entendre sur la répartition des heures entre leurs structures.

Dispositif d'accompagnement des entreprises

Dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion, le facilitateur a pour missions :

- d'informer et de conseiller l'entreprise au moment de la préparation de son offre sur les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion ;
- d'accompagner l'entreprise attributaire à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de son engagement d'insertion (nature de la mission, définition du profil, période d'embauche...) ;
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion, et cela avec le concours des organismes spécialisés,
- de fournir, à titre indicatif et non exhaustif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché, et assurer la mise en relation si nécessaire ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi des personnes positionnées, en liaison avec les entreprises et avec le maître d'ouvrage.

Suivi de l'action d'insertion

A la demande de l'Université, le titulaire fournit chaque mois (avec la facture), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Ce suivi sera réalisé avec l'assistance du facilitateur. Sur la base des renseignements fournis par le titulaire, le facilitateur se met ensuite en relation avec l'interlocuteur insertion de l'attributaire ou les opérateurs d'insertion en charge du suivi des bénéficiaires.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'Université peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

Bilan de l'action d'insertion

Dans le mois suivant la fin d'exécution du marché, un bilan de l'action d'insertion sera dressé par l'attributaire. Ce bilan comporte le volume d'heures réalisées, une évaluation de l'exécution de cette prestation d'insertion et les perspectives envisagées pour les bénéficiaires (acquisition de savoir-faire et de savoir-être, pérennisation de l'emploi, capacité à accéder à l'emploi durable ou à défaut orientations à poursuivre).

Difficultés d'exécution

Le titulaire du marché doit, sous 8 jours calendaires à compter de la survenance des faits, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelle que raison que ce soit.

Dans ce cas, le facilitateur désigné par l'Université au présent article du CCAP, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A défaut du respect de ce délai, le titulaire demeurera soumis au respect de la condition d'exécution pour la période considérée déduction faite des 8 jours précités.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

Article 5. DELAI D'EXECUTION - PENALITES

5.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX – PERIODE DE PREPARATION

Le présent marché prend effet à partir de la notification des travaux, qui vaut ordre de démarrage de la période de préparation. Le marché se terminera à la réception définitive.

Les travaux commenceront à compter de l'envoi de l'Ordre de Service (O.S) de démarrage des travaux par le Maître d'Œuvre..

Le délai global maximum d'exécution des travaux est fixé à environ à 6 mois comprenant :

- 1 mois de préparation de chantier,
- 5 mois de travaux



Nota : L'attention des titulaires est attirée sur le fait que :

- Les entreprises seront contraintes à travailler en co-activité,
- Les entreprises seront contraintes à travailler en période estivale,
- Un accès au chantier devra être créé par le titulaire du lot 1.

Les entreprises devront se conformer aux contraintes du site et aux demandes du maître d'ouvrage pour décaler ou interrompre le chantier selon les besoins.

5.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Ce délai ne pourra être modifié :

- Du fait de l'entreprise,
- Du fait de l'intervention de ses sous-traitants ou de leur défaillance,
- Du fait des congés ou de la pénurie de main-d'œuvre.

Les entrepreneurs s'engagent à laisser à l'initiative du Maître d'Oeuvre la possibilité de modifier les étapes du calendrier d'exécution.

Les nouveaux délais partiels arrêtés auront le même caractère contractuel que ceux initialement fixés.

5.3 PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération n'est prévue.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, aucun plafonnement du montant total des pénalités n'est prévu.

Le maître d'œuvre adressera au maître d'ouvrage un décompte de pénalité, justifiant les retards ou manquements constatés. Ceux-ci feront l'objet d'un traitement par le maître d'ouvrage via un titre de recette.

Par dérogation aux dispositions des article 19.2.3 à 19.2.5 du CCAG Travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure *ni procédure contradictoire préalable*, les pénalités suivantes :

MANQUEMENT	MONTANT DE LA PENALITE
<i>Pénalités de retard sur le délai d'exécution</i>	<p>Des pénalités provisoires sont applicables sur les acomptes si des retards sont constatés, par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement théorique déterminé par le planning d'exécution détaillé. La pénalité provisoire est calculée au même taux que la pénalité définitive, sur le nombre de jours de retard au moment de l'établissement du décompte mensuel.</p> <p>L'entrepreneur responsable subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité fixée à <u>200 € HT par jour de retard</u>.</p> <p>Du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre d'un retard, l'entrepreneur encourt des pénalités provisoires telles que définies ci-dessus.</p> <p>Ces pénalités provisoires deviennent définitives si :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution prévu.- ou si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement du marché.
<i>Retard dans la remise des études d'exécution y compris plan de retrait.</i>	200€ HT par jour calendaire de retard.
<i>Retard dans la production des études de synthèse</i>	300 € HT par jour calendaire de retard
<i>Retard dans la remise des documents à la réception</i>	150€ HT par jour de retard.
<i>Retard dans la remise du projet de décompte final</i>	50€ HT par jour calendaire de retard.

<i>Non-respect ou non-exécution d'un OS exécutoire du MOE</i>	500€ HT par jour calendaire de retard à compter de la date d'exécution indiquée à l'OS par le MOE et l'OPC.
<i>Retard dans la levée des réserves formulées lors de la réception</i>	Si les travaux sont réceptionnés avec réserves, le titulaire subira par jour de retard dans la levée des réserves par rapport au délai indiqué dans la décision de réception, une pénalité de 250€ HT. 👉 L'attention du titulaire est attirée sur l'importance du respect des délais de levée de réserves.
<i>Absence au rendez-vous de chantier</i> L'entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter pendant toute la durée de ses travaux aux rendez-vous de chantier qui auront lieu aux emplacements, jours et heures fixés par le maître d'œuvre.	150€ HT pour absence ou retard significatif. Est considérée comme absence la représentation des entreprises par des personnes non qualifiées ou ne pouvant prendre des décisions engageant la responsabilité de l'entreprise.
<i>Non-respect du plan de prévention</i>	200€ HT par jour à partir du premier jour de constat de l'infraction
<i>Retard dans le repliement définitif des installations de chantier et remise en état des lieux</i> Le repliement définitif des installations de chantier et la remise en état des emplacements occupés pendant le chantier devront être effectués à la date de réception des travaux.	100€ HT par jour à partir du premier jour de retard.
<i>Non-respect des remarques du coordonnateur SPS</i>	Outre un arrêt de chantier et l'ensemble des mesures adaptées, l'entreprise encoure une pénalité journalière de 200 € HT à partir de la date fixée par le maître d'œuvre ou l'OPC en réunion de chantier ou par courrier ou par mail.
<i>Non-respect du plan général de coordination (PGC)</i>	200 € HT par jour à partir du premier jour de constat de l'infraction
<i>Non-respect des obligations en matière de nettoyage</i>	200 € HT par jour à partir de la date fixée par le maître d'œuvre en réunion de chantier ou par courrier ou par mail
<i>Non remise des documents demandés par le contrôleur technique</i>	- 200 € HT par jour à partir de la date fixée par le maître d'œuvre ou l'OPC en réunion de chantier ou par courrier ou par mail ou par fax - pénalité forfaitaire de 200 € HT par document non remis avant les Opération Préalable à la Réception (OPR)
<i>Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique</i>	En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 50 euros par heure d'insertion non réalisée. En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.
<i>Sous-traitance non déclarée</i>	3 000 € HT par infraction constatée
<i>Travail dissimulé</i>	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à

	10% du montant HT des travaux. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé
--	--

Les personnes habilitées à constater le non-respect des prescriptions sont : la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre.

5.4 DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire, l'université pourvoit à l'exécution de la prestation auprès d'un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, étant entendu, que les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix initiaux du contrat, seront à la charge du titulaire.

Article 6. PRIX DU MARCHÉ

6.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants.
- à chaque cotraitant.

6.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés tenir compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux jusqu'à la remise définitive des installations.

6.3 VARIATIONS DES PRIX

Les prix du marché sont révisables mensuellement (sur le forfait provisoire puis sur le forfait définitif).

- Selon la formule suivante pour les lots 1, 2 : $P = P_0 \times (0,15 + 0,85(I_m/I_0))$
où
P = montant révisé HT de la situation mensuelle
P₀ = montant initial des travaux au mois 0 (mois de réception des offres finales)
I_m est la valeur de l'indice connue au mois d'exécution des prestations
I₀ = la valeur de l'indice du mois 0 (mois de réception des offres finales)

L'indice de révision I est fixé par lot :

N° lot de l'opération	Intitulé du lot	Indice BT
Lot n°01	VRD	BT 02
Lot n°02	Modulaires	BT 01

6.4 ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS

Les matériels ou matériaux approvisionnés ne pourront faire l'objet d'un règlement prévu à l'article 10.4 du CCAG travaux que si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- 1) Les matériaux ou matériels seront mis en dépôt suivant leur nature, soit dans les locaux conçus de façon à résister à l'effraction et aménagés par l'entrepreneur sous sa propre responsabilité, soit s'il s'agit de matériaux insensibles à l'action des agents atmosphériques, dans des dépôts de plein air, fermés par des clôtures de hauteur et de résistance suffisantes et établies sous la responsabilité de l'entrepreneur.

- 2) Les matériaux ou matériels devront être rangés de façon à présenter sur leur face apparente les marques d'identification et de qualité, et par groupes dont les quantités seront facilement contrôlables.
- 3) Les matériaux ou matériels auront été acquis par l'entrepreneur en toute propriété et effectivement payés par lui. Il devra en justifier par la production des copies de factures revêtues d'une mention d'acquit signée par le fournisseur, ou d'une attestation de règlement apposée par l'entrepreneur.

Le paiement des matériels ou matériaux approvisionnés ne vaut pas transfert de propriété au maître d'ouvrage. Il restent sous la responsabilité du titulaire jusqu'à la réception des travaux.

6.5 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FINANCEMENT

Application de la T.V.A.

Les montants des décomptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur, dans les conditions édictées par la réglementation.

Modalités de facturation

Les factures dématérialisées respecteront les normes réglementaires et notamment l'article 289 du code général des impôts. Seront en particulier garanties : l'authenticité de leur origine, l'intégrité de leur contenu, leur lisibilité et leur pérennité durant le délai légal de conservation.

De plus, une même facture ne devra concerner qu'un seul et même numéro de compte d'une composante de l'université.

Si le titulaire n'est pas un ressortissant national, le montant total du bon de commande est facturé hors taxes, tout en indiquant, pour un ressortissant communautaire, le numéro de TVA intracommunautaire de l'université (FR 23 130 018 351).

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique, et ce pour tout type d'entreprise.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées devront être adressées à l'université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : **13001835100010**.
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur l'engagement juridique transmis pour acter votre prestation.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Délai de paiement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de **réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.**

Dans le cadre du processus de validation des décomptes mensuels et finaux, le maître d'œuvre (MOE) doit récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus pro, et doit ensuite les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé.

Cette transmission via Chorus pro avertit en même temps le titulaire du marché que l'état d'acompte a été transmis au MOA et permet ainsi au MOE de respecter son obligation d'information du titulaire.

En fin de marché, le maître d'œuvre réceptionne le projet de décompte final envoyé par le titulaire, le valide et transmet au maître d'ouvrage le projet de décompte général.

Toutefois, le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.6 FORMES PARTICULIERES DES PROJETS DE DECOMPTES

Remise des projets de décomptes mensuels au Maître d'œuvre

Conformément à l'article 12.1 du CCAG travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre en 1 exemplaire, sous la forme d'un projet de décompte, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé.

Il comprend les indications suivantes :

1. La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et, le cas échéant, celle des co-traitants et des sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale),
2. Numéro du marché, du lot,
3. L'objet succinct du marché,
4. La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.
5. Le montant des travaux réalisés sur le mois précédent, hors taxe,
6. Le montant des approvisionnements réalisés (pouvant faire l'objet d'un acompte - cf. article 5.4 du présent CCAP)

Le titulaire joint au projet de décompte :

- Le calcul des quantités à prendre en compte,
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre ne notifie pas au titulaire la somme à régler.

Décompte final

Conformément à l'article 12.3 du CCAG travaux, le titulaire remettra au maître d'œuvre en un exemplaire le projet de décompte final 30 jours après la notification de la décision de réception sans réserve ou la levée des réserves.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire, qui devient alors le décompte final.

Ce décompte est ensuite notifié par le maître d'ouvrage au titulaire. Il devient le décompte général et définitif (DGD).

6.7 AVANCE

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du CCP.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG travaux, l'université décide d'appliquer l'option B. Le taux d'avance est fixé à 10% sauf pour les PME pour lesquelles le taux d'avance est fixé à 20%.

Article 7. RETENUE DE GARANTIE

En application des articles R2191-32 et suivants du CCP, une retenue de garantie de 5% est exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande pour le montant total du marché y compris les avenants, ou sur demande du titulaire, et en accord avec le Maître d'Ouvrage, par une caution personnelle et solidaire.

Cette caution ou garantie sera constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Article 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les fascicules C.C.T.G. ou C.C.T.P., seront assurés par un laboratoire agréé et ils seront à la charge de l'entrepreneur.

De plus, les entreprises mettront à disposition les matériaux, ouvrages et matériels, ainsi que les outils courants de chantier nécessaires.

Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles en sus de ceux définis par le C.C.T.P. et dans les cas définis aux articles 24.1 à 34.3 du CCAG Travaux.

L'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels, devront accepter les recommandations et injonctions du Contrôleur Technique dans le cadre de leur marché. En particulier, ils acceptent de soumettre toutes leurs études, procès-verbaux d'essais, avis techniques etc... Ils acceptent également de soumettre tous les matériaux et matériels au Contrôleur Technique pour la conformité aux règlements de sécurité.

L'entrepreneur et ses sous-traitants sont tenus de laisser à tout moment les représentants du Maître d'ouvrage pénétrer sur le chantier et le visiter. Ils doivent prendre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur contrôle utilement.

8.2 RECEPTION

L'université se réserve le droit de procéder à une réception partielle des travaux.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des travaux définis aux CCTP.

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation ou en complément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG travaux, lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur, ou, en l'absence d'un tel délai, deux mois après la notification de la décision de réception ou son prononcé tacite en application du deuxième alinéa de l'article 41.3 du CCAG Travaux.

Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le Pouvoir Adjudicateur appliquera les pénalités de retard prévues au présent CCAP. Après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut les faire réaliser aux frais et risques de l'entreprise et

sans préjudice de l'application des pénalités de retard, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés.

La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du CCAG Travaux.

En cas de réception, le transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage intervient le jour de la notification de la décision prévue par l'article 41.3 du CCAG travaux ou de l'expiration du délai prévu par ce même article, à moins qu'une prise de possession n'ait eu lieu antérieurement.

La réception de l'ouvrage sans réserve formulée à propos d'un dommage causé à un tiers, passé ou futur, réparé ou non, ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action exercée par le maître de l'ouvrage ou son assureur à l'encontre de l'entrepreneur responsable.

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu de :

- s'assurer que ses travaux sont achevés pour être reçus par le MOA à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le MOE pour satisfaire aux exigences de la livraison.
- prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité techniques nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification.
- signaler aux administrations, organismes et services intéressés, et dans les délais réglementaires, la mise en service des installations en temps voulu.
- se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer au MOA et les remettre aux services et organismes intéressés, se tenir, enfin, à la disposition du MOE pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux.

8.3 DELAIS DE GARANTIE

Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG Travaux, la durée de garantie des travaux est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

La garantie de parfait achèvement impose au constructeur de réparer toutes les malfaçons survenues au cours de l'année qui suit la réception des travaux, quelles que soient leur importance et leur nature.

Garantie décennale

La garantie décennale impose au constructeur de réparer les dommages qui compromettent :

- la solidité et ses éléments d'équipements indissociables touchant à la structure même de la construction
- ou qui rendent l'ouvrage impropre à sa destination

et qui surviennent au cours des 10 années qui suivent la réception des travaux.

Garanties particulières

- Garantie particulière des systèmes de protection sur métal :

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, laque. etc...) appliqué sur les ouvrages métalliques intérieurs, pendant un délai de 7 (sept) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'Oeuvre, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

- Garantie particulière pour matériaux et méthodologie de type nouveau :

Si le titulaire propose d'utiliser au cours de l'exécution des matériaux et des méthodologies de type nouveau, il garantit alors le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) pendant le délai de 10 ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage par

des matériaux ou par des méthodologies déjà éprouvés, et à supporter le coût des travaux ainsi que les frais de servitudes et de préjudice conditionnés par ce remplacement.

Article 9. CONTRAINTES PARTICULIERES

L'avenue Camille Jullian, sur laquelle des tranchées doivent être réalisées, est utilisée par deux lignes de bus. Ces travaux devront être anticipés et leur durée optimisée.

Article 10. ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, doit justifier qu'il a contracté :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Construction, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants et les sous-traitants, devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et conformément aux dispositions ci-dessus, et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

Par ailleurs, le mode d'assurance retenu devra permettre le maintien des garanties arrêtées par le titulaire et ce pendant une période de cinq ans à compter de la réception des travaux.

- une assurance obligatoire en responsabilité civile Décennale Bâtiment

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, devra justifier avoir souscrit un contrat d'assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités civiles résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4 à 1792-4-3 du Code civil, conforme aux articles L 241.1 et A 243.1 du Code des assurances.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le titulaire devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Le titulaire du marché informera le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses contrats d'assurances. Il informera le maître d'ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

Article 11. LITIGES

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

Article 12. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont apportées aux articles :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-Travaux (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) auxquels il est dérogé
Article 2 pièces contractuelles	4.1
Article 5.3 pénalités	19.2
Article 6.6 décomptes	12.2
Article 8.2 réception	41.5 et 41.6